

**ARRETE DE MISE EN ŒUVRE DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE STE-HELENE-DU-LAC**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5216-5 ;

**Vu** le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L410-1 et L411-2 ;

**Vu** la délibération n° 41-2016 en date du 11/07/2016 du Conseil municipal de Ste Hélène du Lac approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) ;

**Vu** la délibération n° 63-2016 en date du 07/11/2016 du Conseil municipal de Ste Hélène du Lac du approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) ;

**Considérant** la nécessité de modifier le PLU pour :

- Prendre en compte la modification du règlement de la ZAC d'Alpespace.
- Prendre en compte l'étude d'aménagement de la centralité.

**Considérant** que l'adaptation du PLU sur ces points ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

**Considérant** que cette modification entre dans le cadre de l'article L153-45 du code de l'Urbanisme et qu'elle peut ainsi être effectuée selon une procédure simplifiée ;

**Considérant** que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire.

**ARRÊTE**

**Article 1** : Il est décidé d'engager une procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ste Hélène du Lac, selon la procédure définie aux articles L153-45 et suivants du code de l'Urbanisme.

Elle a pour objet de :

- Prendre en compte la modification du règlement de la ZAC d'Alpespace,
- Prendre en compte l'étude d'aménagement de la centralité.

**Article 2** : en application des articles L153-40 et L153-47 du code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n° 2 du PLU sera notifié au Préfet de la Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée n° 2, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des avis qui ont été joints au dossier et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché en mairie de Ste Hélène du Lac pendant un mois. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, mis en ligne sur le site Internet de la commune de Ste Hélène du Lac.

**Article 4** : le dossier de modification simplifiée n° 2 sera mis à disposition du public selon les modalités qui seront définies par délibération du Conseil municipal, conformément aux dispositions du code de l'Urbanisme.

**Article 5** : Mme Le Maire de Ste Hélène du Lac est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Savoie.

**Article 6** : le présent arrêté peut être contesté :

- soit par recours gracieux adressé par écrit dans le délai de 2 mois à compter de la date de sa publication. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.
- soit en saisissant le Tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les 2 mois à compter de la date de sa publication. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérécours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à La Sainte-Hélène du Lac, le 29/07/2024

Le Maire,  
Sylvie SCHNEIDER

